



## **CONVOCAATION**

**à la séance du Conseil général**

**du lundi 30 mars 2015, à 19h30 à l'Hôtel de Ville**

**32<sup>ème</sup> SEANCE**

### **Rapport du Conseil communal**

**15-003**

**Rapport du Conseil communal** concernant le remplacement de la pelouse synthétique du stade de la Maladière.

### **Autres objets**

**14-401** (Pour mémoire)

**Proposition** du groupe PLR par Mme et MM. Jérôme Bueche, Amelie Blohm Gueissaz, Mirko Kipfer, Jean-Charles Authier, Christophe Schwarb, Philippe Etienne, Philippe Mouchet, Félix Gueissaz, Jean Dessoulavy, Richard Strohmeier, Julien Spacio, Beat Geiser, Joël Zimmerli et Alexandre Brodard, au sens de l'art. 50 du Règlement général visant à la modification de l'article 174 du Règlement général de la Commune de Neuchâtel, du 22 novembre 2010 (Déposée le 26 août 2014 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1<sup>ère</sup> fois lors de la séance du 27 octobre 2014) :

« Projet

**Arrêté  
modifiant l'article 174 du  
Règlement général de la Commune de Neuchâtel,  
du 22 novembre 2010  
(Du ...)**

Le Conseil général de la Ville de Neuchâtel,

Sur proposition de plusieurs de ses membres,

arrête:

**Article premier.**- L'article 174 du Règlement général de la Commune de Neuchâtel, du 22 novembre 2010, est modifié comme suit:

**Art. 174 (modifié).**- <sup>1</sup> Sauf exception dûment justifiée, toute vente d'objet immobilier propriété de la commune, **ainsi que tout octroi d'un droit de superficie font** l'objet d'une publication sous forme d'appel d'offres dans le Bulletin officiel, dans le quotidien régional le plus lu et sur le site internet de la Ville, ou sous toute autre forme appropriée.

<sup>2</sup> **(nouveau)** Les publications contiennent les informations concernant l'objet immobilier et les critères spécifiques d'évaluation pour l'adjudication.

**Art. 2.-** Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent arrêté.

### **Amendement du Conseil communal:**

**Article premier.-** L'article 174 du Règlement général de la Commune de Neuchâtel, du 22 novembre 2010, est modifié comme suit:

« **Art. 174 (modifié).**- <sup>1</sup> Sauf exception dûment justifiée, **notamment pour des motifs tirés de circonstances stratégiques ou politiques particulières**, toute vente d'objet immobilier propriété de la commune, **ainsi que tout octroi d'un droit de superficie font** l'objet d'une publication sous forme d'appel d'offres dans le Bulletin officiel, dans le quotidien régional le plus lu et sur le site internet de la Ville, ou sous toute autre forme appropriée.

<sup>2</sup> **(nouveau)** Les publications contiennent les informations **usuelles** concernant l'objet immobilier et les critères **spécifiques déterminants.** »

**En cours d'étude par la Commission spéciale « Politique immobilière et du logement », selon décision du Conseil général du 27 octobre 2014.**

### **14-610**

**Interpellation** du groupe PLR par Mmes et MM. Alexandre Brodard, Béatrice Haeny, Jérôme Bueche, Amelie Blohm Gueissaz, Mirko Kipfer, Jean-Charles Authier, Félix Gueissaz, Richard Strohmeier, Philippe Mouchet, Philippe Etienne, Jean Dessoulavy, Beat Geiser, **Christophe Schwarb**, intitulée « Pourquoi pas un giratoire et un Littorail souterrains au centre-ville ? » (Déposée le 5 septembre 2014 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1<sup>er</sup> fois lors de la séance du 27 octobre 2014) :

« L'avenir de la place Numa-Droz et de la circulation à cet endroit inquiète et constitue un problème auquel notre Ville aura s'atteler rapidement, faute de quoi la situation risque de devenir insupportable au

centre-ville. Le projet du Conseil communal de 2012 n'ayant pas passé la rampe des votations, il convient de remettre l'ouvrage sur le métier, en tenant compte évidemment des développements de futurs projets alentour.

A ce sujet, il est à présent connu que le Conseil communal envisage, au niveau de la place Alexis-Marie-Piaget, la construction d'un parking en sous-sol et l'implantation d'un grand magasin en surface.

Une telle réalisation aurait forcément un impact important sur le nombre de véhicules traversant la ville: la fluidité du trafic en pâtirait lourdement, et les objectifs louables de 2012 d'apporter un élan de modernité et de fraîcheur à la ville en améliorant la convivialité de la zone et l'accessibilité au lac pour les piétons peut-être envolés à jamais.

Or, l'idée d'un autre projet des plus intéressants semble gentiment faire son chemin à proximité, malgré les difficultés qu'il rencontrera forcément vu la topographie des lieux. En effet, à en croire les propos du Conseiller d'Etat en charge des Transports relatés le 24 septembre 2014 par le quotidien de la place, un projet de prolongement de la ligne du Littorail vers l'est, soit du centre-ville de Neuchâtel jusqu'à l'Université (voire plus loin) devrait être soumis à Berne, afin d'assurer l'interface avec la gare de Neuchâtel, via le Fun'ambule.

Vu l'importance de l'enjeu et la coexistence de différents projets d'importance (parking souterrain, prolongement Littorail, etc.) et objectifs (fluidité du trafic, accessibilité au lac, sécurité etc.) à cet endroit, il est primordial de ne pas se tromper dans les choix à effectuer et de s'assurer que les projets et objectifs poursuivis soient intercompatibles et ne s'excluent pas l'un l'autre.

Vu la complexité de l'équation, il semble en outre légitime de se demander si le seul moyen de la résoudre ne serait pas de construire un giratoire souterrain sous l'actuel carrefour Numa-Droz/Poste, avec par exemple des sorties la hauteur de la banque cantonale l'ouest, du collège de la Promenade à l'est et de l'Hôtel communal au nord. Les problèmes de circulation seraient ainsi réglés, le lac véritablement rendu à la ville et à ses habitants, et le centre-ville amélioré sans comparaison possible.

Le groupe PLR s'inquiète de la situation et interpelle le Conseil communal pour lui demander des explications et des informations. Il lui saurait en particulier gré de bien vouloir répondre aux interrogations suivantes:

- 1) Une étude de circulation a-t-elle été menée sur les effets de l'implantation d'un grand magasin et d'un parking en sous-sol à la place Alexis-Marie-Piaget? Si oui, quels en sont les résultats?
- 2) La Ville de Neuchâtel a-t-elle été consultée par le Conseil d'Etat concernant son intention de déposer un projet de prolongement du Littorail vers l'est? Les commissions concernées de la ville ont-elles été consultées? Ce projet, dont on ne parle pas dans le programme politique 2014-2017, s'intègre-t-il dans la coordination des différents projets urbanistiques en cours?
- 3) Une étude de faisabilité et de circulation a-t-elle été menée concernant le prolongement du Littorail vers l'est, notamment s'il devait passer par la rue de la Place d'armes? Si oui, quels en sont les résultats?
- 4) Une étude de faisabilité a-t-elle menée concernant la construction d'un giratoire souterrain sous l'actuel carrefour Numa-Droz/Poste (à l'intersection des rues du 1er-mars, de la Place-d'armes et de l'Hôtel-de-ville), ou de tout autre moyen de faire passer la circulation en souterrain? Si oui, quels en sont les résultats et le prix estimé?
- 5) Si aucune étude n'a été menée dans ce sens, le Conseil communal estime-t-il un tel projet réalisable et quel prix approximativement? Y rajouter une prolongation souterraine du Littorail serait-il envisageable? Le Conseil communal envisage-t-il de procéder à une étude de faisabilité et d'estimation des coûts d'un tel projet?
- 6) L'implantation d'un grand magasin et d'un parking en sous-sol à la place Alexis-Marie-Piaget est-elle compatible avec un prolongement du Littorail en surface, en souterrain, et avec la construction de l'entrée du tunnel d'un giratoire souterrain? ».

Le présent texte tient lieu de développement écrit

**14-613 (Réponse écrite du Conseil communal du 16 février 2015)**

**Interpellation du groupe PLR, par Mmes et MM. Jean Dessoulavy, Béatrice Haeny, Joël Zimmerli, Christophe Schwarb, Félix Gueissaz, Philippe Mouchet, Mirko Kipfer, Alexandre Brodard, Jean-Charles Authier, Philippe Etienne, Beat Geiser, Richard Strohmeier**, intitulée « Piscines du Nid-du-Crô : quel entretien pour les locaux ? » (Déposée le 23 octobre 2014 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1<sup>ère</sup> fois lors de la séance du 27 octobre 2014) :

« Le groupe PLR souhaite savoir quelles sont les mesures que le Conseil communal compte prendre pour l'entretien des locaux des piscines du Nid-du-Crô. En effet, un constat alarmant peut être dressé

au vu de l'état de certaines installations des piscines intérieures. Cet état de fait préoccupe vivement le groupe PLR ».

Développement écrit :

Les utilisateurs réguliers auront constaté les problèmes d'entretien des locaux liés aux piscines intérieures.

Le groupe PLR relève les points suivants qui devraient faire l'objet d'un programme de mise en état ou de remplacement :

- Casiers : un constat rapide met en évidence que pratiquement un casier sur deux est maintenant inutilisable du fait que la serrure n'est plus en état ou a tout simplement disparu – on constate en outre pour ce qui est des casiers qui ont encore une clé, que la moitié n'ont plus de numéro et sont donc difficilement utilisables par les usagers.
- Douches : là également, on constate que pratiquement une douche sur deux ne fonctionne pas bien, soit que l'eau chaude soit mal répartie soit que l'intensité de la douche soit mal régulée – en termes de déperdition énergétique, la Ville devrait voir ce qu'il convient d'être fait.
- Cabines : certaines ne ferment plus ou ont perdu leurs portes ;
- Jeux pour enfants : la variété mise à disposition qui était un plus à l'époque l'est de moins en moins étant donné que la mousse a vieilli.

En ce qui concerne les piscines extérieures et les infrastructures qui y sont liées, nous demandons également au Conseil communal de voir dans quelle mesure des aménagements similaires devraient être entrepris.

En conclusion, le groupe PLR demande au Conseil communal d'agir car pour les usagers des piscines du Nid-du-Crô, la situation actuelle est insatisfaisante. En termes d'image pour notre ville, cette dégradation de l'état des installations est également préjudiciable ».

**14-302**

**Motion des groupes socialiste et PopVertsSol, par Mmes et MM. Philippe Loup, Julien Binggeli, Edouard Jeanloz, Nicolas de Pury, Yves Froidevaux, Patrice de Montmollin, Olivier Forel, Catherine Loetscher Schneider, Dobrivoje Baljovic, Jonathan Gretillat, Béatrice Nys, Nicole Baur, Dimitri Paratte, Michel Favez, Gianfranco de Gregorio, Hélène Dederix Silberstein, Yvan Gallo, Morgan Paratte, Anne-Dominique Reinhard, Anne-Françoise Loup, Mouhamed Basse, Edlira Dedja Bytyqi, Natacha Erard, Oksana Castioni**, intitulée « Insertion professionnelle : la Ville à la fois employeur et placeur » (Déposée le 27 octobre 2014 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1<sup>ère</sup> fois lors de la séance du 10 novembre 2014).

« Dans un souci de réinsertion professionnelle, le Conseil communal est prié d'étudier les voies et moyens afin d'offrir des opportunités de stages à des bénéficiaires de l'aide sociale, puis des emplois pour une durée déterminée au sein de l'Administration communale avec la finalité à terme de placement auprès d'employeurs privés.

Pour ce faire nous demandons au Conseil communal de :

A. A l'interne de l'administration

- de lister l'ensemble des professions exercées au sein de l'Administration communale relevant des secteurs primaire (métiers en lien avec les espaces verts et forestiers) et secondaire (métiers en relation avec la construction: peintre, maçon, menuisier, et de l'artisanat).
- d'évaluer la création, dans ces domaines, de postes de travail destinés à être occupés par des bénéficiaires de l'aide sociale aux compétences reconnues dans ces secteurs.
- de mettre en place un suivi professionnel afin d'accroître les connaissances métiers ou autres (cours de français par exemple) des personnes concernées.

B. En relation avec le premier marché du travail

- de faire en sorte que les entreprises, bénéficiaires de travaux au profit de la Ville, s'engagent à accepter des stagiaires proposés par le responsable de la réinsertion au sein des services sociaux et / ou par des programmes de réinsertion professionnelle.
- d'établir une véritable interface avec les entreprises et maîtres d'état des métiers concernés afin de pouvoir, à terme, leur proposer des travailleurs concernés pour des emplois durables.
- d'assurer un suivi temporaire avec l'ancien collaborateur et son nouvel employeur afin de permettre une réintégration professionnelle durable ».

Développement écrit

Le canton de Neuchâtel compte environ 6400 personnes en recherche d'emploi. Parmi elles, près de 2000 sont des bénéficiaires de l'aide sociale ayant épuisé les indemnités chômage auxquelles elles avaient droit. Pareille situation n'est nullement acceptable. Le coût financier pour l'ensemble des collectivités publiques neuchâteloises est croissant, mais plus grave encore, le coût social représente un défi qu'il nous appartient de relever.

Le Conseil d'Etat, plus précisément, le chef du Département de l'Économie et de l'Action sociale, a clairement exprimé sa volonté de lutter avec force contre cette particularité neuchâteloise. La mise en place d'un nouveau processus d'intégration professionnelle est prometteuse s'il parvient, par gain d'efficacité, à réduire au maximum la durée où les demandeurs d'emploi se retrouvent sans activité. Le désir d'évaluer au plus vite le niveau d'employabilité de chacun et de mettre en œuvre les mesures nécessaires, notamment de formation et d'encadrement, devrait justement permettre d'atteindre cet objectif.

Pour les groupes socialiste et PopVertsSol, la démarche cantonale est intéressante mais demande encore à dépasser le stade de l'élaboration pour affronter le marché du travail. Le succès n'aura pas de pareil si les entreprises, semble-t-il attentives et le plus souvent demandeuses, se muent en actrices, en partenaires de ce processus.

Cette priorité cantonale ne peut laisser insensible les communes, plus spécialement notre cité. Nul ne l'ignore, le 60% des coûts de l'aide sociale est à la charge de ces dernières. Toutefois, le plan de l'Etat aussi intéressant soit-il repose sur le principe de l'employabilité rapide des demandeurs. Si un chômeur de longue durée voit, de fait, cette dernière s'étioler peu à peu alors que dire des bénéficiaires de l'aide sociale, souvent en arrêt d'emploi depuis plusieurs années ? Vous l'aurez compris, l'objectif cantonal : chômeur récent – remplacement rapide - ne concerne pas vraiment la population fréquentant les différents services sociaux de nos villes et régions.

Faut-il pour autant que Neuchâtel demeure un spectateur-payeur ? Évidemment pas ! D'ailleurs depuis des années, la Ville investit dans le domaine de la réinsertion socio-professionnelle. Contrats d'Insertion Sociale et Professionnelle (ISP), stagiaires dans l'administration à titre de premier emploi pour jeunes diplômés, semestre de motivation et Villages d'Artisans pour les plus jeunes. Le choix est déjà large et encore mieux encadré par la présence d'un responsable insertion et d'une adjointe qui s'enquière tant des possibilités de stages que de leur suivi. Malheureusement ces outils ne permettent pas d'inverser la tendance, trop souvent confirmée, que trop de personnes demeurent durablement à l'aide sociale. Une situation qui résonne comme une impasse professionnelle et une absence de perspective d'avenir.

Dans l'intérêt de toutes les parties concernées, bénéficiaires, Ville, canton mais aussi de potentiels employeurs, il convient de développer de nouveaux outils d'insertion professionnelle. Sans vouloir en faire une longue évaluation, qu'en est-il de la perception, par les employeurs potentiels, des personnes, bénéficiaires de l'aide sociale ? Nous ne trahissons aucun secret en déclarant qu'elle est, si ce n'est mauvaise, peu engageante. Souvent les dossiers de postulation des personnes à l'aide sociale sont, soit ignorés, soit considérés avec distance. Cette étape représente à l'évidence la faiblesse de l'ensemble du système de réinsertion professionnelle. Nous pouvons développer tout l'encadrement, toutes les activités au sein de différents programmes ou des collectivités publiques par les contrats ISP ou les Mesures d'Intégration Professionnelle (MIP), si ce passage n'est pas franchi, toutes ces mesures demeureront vaines.

C'est par conséquent à ce niveau que se présente cette motion. Notre volonté consiste bien entendu à agir en amont, ceci afin de multiplier les chances des différents candidats à l'emploi, mais surtout de les accompagner, en toute connaissance de cause, auprès des entreprises intéressées.

Afin de donner le plus de résultats à cette démarche, nous nous sommes volontairement fixés sur les domaines demandeurs en main d'œuvre sur le marché du travail. Les récentes statistiques cantonales à disposition nous indiquent que les secteurs primaires et celui de la construction (second œuvre) sont de ceux-ci. Il se trouve que la Ville, au sein de son Administration, pratique ces métiers. Il apparaît aussi que Neuchâtel, en tant qu'important propriétaire immobilier, octroie des chantiers en nombre à des entreprises du canton. Ces deux éléments montrent qu'elle joue aussi bien le rôle d'employeur que celui de maître d'ouvrage. Ces atouts constituent à nos yeux des leviers significatifs que les collectivités publiques n'ont pas en ce qui concerne d'autres secteurs, tels ceux de l'industrie ou du tertiaire.

La motion proposée se présente en deux volets. Le 1<sup>er</sup> est la mise à disposition des bénéficiaires soutenus par le Service social de la Ville d'un nombre de places de travail (de 5 à 10) visant tant la remise à niveau des compétences que de proposer des formations, que celles-ci soient strictement "métier" ou plus scolaires (cours de français par exemple).

Le deuxième volet, indissociable du premier, affirme la volonté politique de faire de la Ville l'interface, manquante aujourd'hui, entre les demandeurs d'emploi des domaines précités et les employeurs. La proposition qui est soumise à étude représente une nouvelle façon d'intervenir pour une collectivité publique dans le processus de l'emploi. Cette orientation clairement plus volontariste et impliquant la Ville dans un rôle très actif dans le domaine de la réinsertion est novatrice et sans aucun doute nécessaire au regard de la situation et de l'analyse qui en est faite par un large éventail d'acteurs, qu'ils soient politiques ou non.

Le processus qui découlerait de la mise en place de tout le projet proposé peut se résumer ainsi. Les services sociaux déterminent les bénéficiaires les plus adéquats au regard de leurs formations, expériences et motivations pour entamer le chemin qui pourrait mener à l'un de ces postes créés. Afin de les remettre dans le rythme et aussi rafraîchir leurs compétences, il conviendrait de les insérer dans l'un des programmes à disposition en relation avec les métiers considérés. Là, par un contrat ISP ou plusieurs successivement, le travailleur reprend pied. Cette étape peut voir sa durée évoluer de façon très variable d'une personne à l'autre. Ce moment peut très bien aussi être entrecoupé de stages brefs (1-2 semaines) en entreprise ou au sein de la Ville. Une fois prêt - là se situe la nouveauté - le travailleur est engagé par la Ville pour un contrat de durée déterminée mais au maximum de 24 mois. Un taux à 80% annualisé pourrait d'ailleurs en plus permettre, par de la formation et /ou des stages en entreprise, d'améliorer encore les compétences de l'employé concerné.

En parallèle, grâce à son réseau important dans les domaines des espaces verts et, surtout, du bâtiment la Ville peut entamer un travail en profondeur afin de placer les personnes dont elle assure l'emploi. Ce travail d'"agence de placement" présente deux avantages significatifs. Tout d'abord, la commune est un maître d'ouvrage connu et apprécié par l'importance des investissements qu'elle pratique dans le domaine. Mais, surtout, la Ville, par l'intermédiaire de son responsable de la réinsertion, peut légitimement défendre pour un emploi l'un de ses travailleurs, ceci en complète connaissance de cause. En effet, par un accompagnement personnalisé, le travailleur sera reconnu pour ses qualités et aura bénéficié d'un perfectionnement et d'une expérience supplémentaire particulièrement bienvenus.

Dans le futur projet de réintégration professionnelle de l'Etat, le principe sur lequel repose l'ensemble du système se concentre sur le niveau d'employabilité d'une personne. Poser une telle notion sur dossier revêt un aspect théorique qui ne manque pas de nous inquiéter quelque peu. En revanche, en voyant les gens évoluer sur le terrain, non seulement leur employabilité en devient bien concrète mais surtout elle sera accompagnée d'une garantie de fiabilité. Mises ensemble, elles valent les plus beaux curriculum vitae et les plus convaincantes lettres de motivation.

Pour toutes les raisons invoquées, le chemin dont nous proposons l'étude est riche en perspectives d'avenir.

Cependant, une question, doublée d'une inquiétude se lit dans vos regards. Combien cela va-t-il coûter ...? Sans vouloir anticiper sur l'étude du Conseil communal, nous pensons qu'en termes de dispositif le coût sera faible. En effet, le service de l'Action sociale est déjà doté d'une structure responsable de la réinsertion socio-professionnelle. Concernant l'encadrement des employés engagés, il ne devrait pas générer un suivi nécessitant une présence constante; du fait qu'une autonomie déjà significative et exercée par ailleurs sera "exigée". Reste l'aspect salarial.



Évidemment le coût est ici réel. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que l'objectif visé consiste à faire en sorte que ces personnes quittent à terme l'aide sociale ce qui représente à la fois une économie et de nouvelles rentrées avec les impôts dont ces dernières devront à nouveau s'acquitter. Le succès de la démarche se mesurera ainsi: la personne accompagnée dans ce processus devra trouver un emploi hors de l'administration dans un délai d'au maximum de 2 ans. Permettre à quelqu'un de sortir durablement d'une situation de dépendance économique représente un "retour sur investissement" socialement et financièrement important».

Discussion

### **15-601**

**Interpellation du groupe PopVertsSol par Mmes et MM. Yves Froidevaux, Dimitri Paratte, Nicolas de Pury, Edouard Jeanloz, Hélène Dederix-Silberstein, Jean-Frédéric Malcotti, Michel Favez, Julin Binggeli, Béatrice Nys, Nicole Baur et Olivier Forel**, intitulée « Affichage politique en ville de Neuchâtel – Tout cela est-il bien rationnel ? » (Déposée le 23 janvier 2015 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1<sup>ère</sup> fois lors de la séance du 9 mars 2015) :

« La SGA est mandatée, depuis de nombreuses années, pour l'affichage politique officiel en ville de Neuchâtel. Il fut un temps où les affiches étaient amenées par les partis à Monruz. Depuis quelques années, les affiches devaient être envoyées à Lausanne, avant de revenir à Neuchâtel pour être affichées. Aujourd'hui, le centre de la SGA à Lausanne a fermé ses portes. Dorénavant toutes les affiches des campagnes politiques doivent obligatoirement être transmises par les groupes politiques à Wallisellen. Là, tout près de Zurich, les affiches sont pliées et préparées avant de revenir pour être posées sur les emplacements officiels.

Dès 2015, les affiches posées par la SGA, y compris pour les votations, vont donc devoir aller jusqu'à Wallisellen. Tout ceci n'est pas très rationnel et pas du tout écologique!

Au Locle, ce sont les services de la ville qui se chargent de poser les affiches sur les emplacements officiels, y compris pour les votations. Voici le nombre de personnes, le temps passé, ainsi que les montants estimés :

- pour le collage de 80 affiches sur les panneaux, 2 cantonniers passent environ 4h00 représentant un montant de CHF 456.-
- pour la pose des panneaux sur les 20 emplacements que possède la ville du Locle, il faut compter environ 3h00 à 2 personnes, représentant un montant de CHF 342.-
- pour la dépose des panneaux, leur nettoyage et leur rangement, il faut compter 2 personnes durant 5h00, représentant une somme de CHF 570.-

- à cela, il s'agit d'ajouter un véhicule pour transporter les panneaux ainsi que l'utilisation de la colle, représentant un montant de CHF 110.-
- il faut donc compter en moyenne CHF 1'478.- par votation/élection en ville du Locle, un montant plutôt modeste donc.

Notre groupe pose donc la question : la Ville de Neuchâtel est-elle prête à réfléchir rapidement à une autre solution que la SGA, plus simple, plus pratique, plus écologique, plus locale, plus économique enfin, une solution telle que celle adoptée au Locle ? Le Conseil communal imagine-t-il pouvoir mettre en place un tel nouveau système d'ici aux prochaines élections fédérales ou communales? ».

### **15-301**

**Motion de MM. Jean Dessoulavy et Julien Binggeli**, intitulée « Comment mieux accompagner la communication sans fil au centre-ville ? » (Déposée le 2 mars 2015 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1<sup>ère</sup> fois lors de la séance du 30 mars 2015).

« Les motionnaires demandent au Conseil communal d'examiner les voies et moyens de développement du Li-Fi public en ville de Neuchâtel ».

#### **Développement écrit**

Le débat lors du Conseil général du 12 janvier 2015 lié à la réponse du Conseil communal à l'interpellation 14-604 « Quel concept pour la mise en place du Wi-Fi? », a montré que le phénomène de l'hypersensibilité électromagnétique (on parle à ce sujet de population EHS, soit électro-hypersensible) était devenu un élément incontournable, aussi incontournable que le développement de la technologie sans fil qui correspond à un besoin de société. La promesse du Conseil communal de veiller à l'électro sensibilité à futur tout comme sa volonté de développer le concept NEMO (NEuchâtel MOBILE) va dans ce sens.

La question centrale qui se pose maintenant est comment faire cohabiter au mieux ces deux dynamiques ? C'est un nouveau défi de société : la nécessité d'un côté de protéger cette population EHS qui correspond à une partie encore non identifiée des habitants de notre ville tout en permettant à la population de pouvoir bénéficier d'un accès à internet mobile gratuit et sécurisé.

La première préoccupation va tout à fait dans la ligne de la prise de conscience que connaît le phénomène de l'électromagnétisme dans le monde. Le Comité Economique et social Européen vient du reste en ce début d'année de présenter un projet concernant la reconnaissance de l'EHS et la nécessité d'établir des mesures (mise en place de zones blanches, d'éradication des endroits publics, etc...). Les autorités politiques doivent d'un côté prendre toujours plus conscience de cette réalité et de l'autre se doivent de relever le défi des communications sans fil qui correspond à un besoin croissant au sein de la population, des jeunes citoyens en particulier.

C'est sur la base de ce constat et tenant compte du fait que l'installation du système d'irradiation en radiofréquence micro-onde (Wi-Fi), présenté avec le projet NEMO dans la réponse du Conseil communal du 10 novembre 2014, implique une responsabilité causale sanitaire envers les habitants de notre ville, que les motionnaires demandent que soient étudiées d'autres solutions technologiques biocompatibles comme le Li-Fi (Light-Fidelity) dont les débits sont potentiellement bien plus élevés et de meilleure qualité que le Wi-Fi et qui est déjà opérationnel dans le monde.

L'exécutif de notre ville sera également chargé d'étudier dans quelle mesure l'utilisation alternative du Wi-Fi (déjà en place) et du Li-Fi (à mettre en place), serait opérationnellement envisageable ? Cette solution permettrait de garder en activité les bornes Wi-Fi qui seront prochainement installées à la Place Pury, la Place du Port, le Péristyle et au sein de certains services communaux.

Une telle mesure permettrait de mieux tenir compte de la partie de la population encore indéterminée qui souffre d'EHS. Selon l'OFSP, cette population est estimée entre 3 et 5 %, qu'elle soit sensible ou intolérante aux champs électromagnétiques. Mais selon les spécialistes de ce syndrome, les EHS représenteraient en réalité un pourcentage bien plus élevé de la population.

Le Dr. Gérald Dieuzaide, dans son dernier ouvrage « Les malades des ondes » publié en 2014, estime qu'au moins 60 à 70 % des personnes sont concernées. Le problème principal étant que, la plupart du temps, les médecins méconnaissent ce syndrome et ne le diagnostiquent pas. Et depuis les dernières estimations de l'OFSP de 2007, le niveau de pollution EM a certainement plus que doublé en sept ans !

Les auteurs de cette motion relèvent que le Li-Fi est un système qui utilise la puissance de la lumière naturelle. Comme l'a expliqué le courrier de l'Association Romande Alerte aux ondes électromagnétiques (ARA) du 7 mai 2014 adressé à notre Autorité, il s'agit d'une technologie de communication sans fil basée sur l'utilisation de la lumière visible. Alors que le Wi-Fi utilise la partie radio du spectre électromagnétique, le Li-Fi utilise quant à lui le spectre optique.

Le principe du Li-Fi repose sur l'envoi de données par la modulation d'amplitude des sources de lumière selon un protocole bien défini et standardisé.

Cette technologie est déjà opérationnelle à l'échelle de musées et de supermarchés par exemple. Des entités publiques en Europe devraient pouvoir en bénéficier dès cette année. L'entreprise Philips a pris à son compte le développement de cette nouvelle technologie d'avenir, elle parle sur son site du développement de la « Wi-Fi de demain ». Les perspectives de développement de cette technologie semblent donc réelles. La question de la connexion à internet est en pleine évolution et les progrès actuels sont tels qu'il est possible d'ici quelques mois que des avancées se concrétisent et rendent le Li-Fi utilisable pour les appareils sans fils.

Pour résumer, le Li-Fi est une technologie biocompatible qui est techniquement supérieure au Wi-Fi. Alors pourquoi ne pas faire office de pionnier en étant la première ville en Suisse à tester cette technologie d'avenir ?

Cette motion demande au Conseil communal d'examiner les voies et moyens de développement du Li-Fi public en ville de Neuchâtel.

L'étude demandée devra également évaluer dans quelles mesures une complémentarité entre les antennes Wi-Fi déjà installées dans les zones urbaines ou publiques et le Li-Fi est possible. A noter que les deux systèmes peuvent cohabiter car ils utilisent des spectres totalement différents.

Toujours dans l'esprit de la motion, les motionnaires demandent au Conseil communal d'évaluer dans quelle mesure la création d'espaces ou de lieux hors Wi-Fi est envisageable. Des lieux qui permettraient à la population EHS de pouvoir venir en ville. Le quartier du Vieux-Châtel avec le réaménagement des anciennes serres paraît un endroit qui s'y prêterait bien.

Discussion

Neuchâtel, le 10 mars 2015

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL :

La présidente,

Le chancelier,

Christine Gaillard

Rémy Voirol